le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
4 au 10 février 1999

10,00 F

Jospin veut casser du jeune !

APRES UN MOIS DE focalisation politico-médiatique, Jospin a annoncé, lors du conseil de sécurité intérieure du mercredi 27 janvier, un certain nombre de mesures marquant un net durcissement sécuritaire. À cette occasion, le premier ministre a tranché la polémique Chevènement-Guigou et, contrairement à ce que semblait annoncer la presse, c'est le ministre de l'intérieur qui sort finalement vainqueur de cet arbitrage sur l'essentiel, le fond.

Le 27 janvier, Chevènement pouvait afficher la mine satisfaite de l'homme qui a été entendu. En effet, la seule mesure réellement nouvelle est la création de « centres de placement immédiat » réservés aux mineurs « délinquants multirécidivistes ». Cinquante centres de ce type, pour une dizaine de jeunes dans chacun d'entre eux, devraient être mis en place avant 2001, dont quinze avant la fin de l'année.

Des prisons pour enfants

Dans ses déclarations, au début du mois de janvier, Chevènement affirmait la nécessité de « centres de retenue ». Après la détention, en prison, et la rétention, réservée aux sans-papiers, le ministre de l'intérieur innovait en proposant ainsi un euphémisme administratif pour désigner l'enfermement d'une autre catégorie de population : les mineurs de moins de seize ans.

Jospin a préféré parler de « centres de placement immédiat » mais la réalité est la même. Ils seront « fermés », comme le souhaitait Chevènement, même si le premier ministre a préféré parler, pour mieux faire passer la pilule, de centres « strictement contrôlés » tout en ajoutant cette citation d'Alfred de Musset : « Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée ». Ces « centres de placement immédiat » destinés à tous les mineurs, sans distinction d'âge, répondent à l'attente de Chevènement qui réclamait la possibilité « d'éloigner » les moins de seize ans, qui ne peuvent pas être soumis à la détention provisoire.

On nous annonce que ces jeunes ne pourront pas y être enfermés pour une période supérieure à quelques semaines, dans l'attente d'une comparution devant le juge des enfants qui décidera alors de leur placement dans un autre type de foyer ou en prison. C'est ce que le gouvernement nous dit aujourd'hui mais soyons clair : la création de ces centres constitue une étape déterminante vers la mise en place de véritables prisons pour enfants.

Pour l'instant, on nous annonce que ces centres seront placés sous la responsabilité d'éducateurs relevant de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) et non, comme le souhaitait Chevènement, de matons issus de l'administration pénitentiaire. Mais comment des éducateurs pourraient-ils accepter de jouer ce rôle de matons ? Sur ce point, le syndicat majoritaire, le SNPES-PJJ, a réagi : « si ce sont des centres où les jeunes sont placés en attendant d'être jugés, et dont ils ne peuvent sortir, c'est de la détention provisoire qui ne dit pas son nom. Il est clair que les personnels de la PJJ refuseront de travailler dans de telles structures ».

Ils se doivent de tenir bon, même si le gouvernement tente de les acheter en annonçant le recrutement exceptionnel de 1000 éducateurs PJJ sur trois ans, venant renforcer les 3000 en poste actuellement. C'est la nature même de leur fonction qui est en jeu.

Muscler la répression

Jospin a accompagné l'annonce de la création de ces « centres de placement immédiat » d'autres décisions qui, pour l'essentiel réaffirment, en les « musclant », les dispositions prises lors du conseil de sécurité intérieur du 8 juin 1998 : le redéploiement de la police et de la gendarmerie vers les « quartiers sensibles », l'augmentation du recrutement des emplois-jeunes (8300 adjoints de sécurité supplémentaires en 1999), la généralisation du traitement en temps réel à tous les tribunaux (dispositif consistant à convoquer systématiquement au parquet chaque mineur auteur « d'incivilité », accompagné de ses parents), la multiplication des dispositifs éducatifs renforcés (100 en 2000 contre 13 aujourd'hui) : de petits foyers prenant en charge les ●●● page 8

Liberté et fichage informatique page 2

Le monde agricole en mutation page 4

Italie : mobilisation pour le droit d'asile page 6

EDITORIAL

Ce n'est sûrement pas un scoop, mais il est bon de temps en temps de le confirmer. Chevènement le miraculé (pas le rigolo du film de Mocky, l'autre) a un copain. Entre républicains, on doit se serrer les coudes. Surtout lorsque le mécontentement est en passe de devenir imposant. C'est le cas d'Allègre, ministre de l'Education nationale qui est en train de se faire chahuter par le monde enseignant. Lorsqu'au grand jury RTL-le Monde, il qualifie Chevènement de « grand manieur de langage », on ne peut avoir qu'une pensée émue pour celui qui a traité l'école de « mammouth », ou attaqué de plein fouet les enseignants par de petites phrases assassines.

Il n'est jamais bon de cracher dans la main qui te nourrit , dit le proverbe. Allègre l'apprend à ses dépens au travers de ce qui se passe actuellement avec la mise en place de « collectifs pour la démission d'Allègre ». Parti de la région parisienne,dans le Val d'Oise, ce mouvement s'amplifie. Évidemment, certains y ont vu la main de gauchistes, d'anarchistes. Les révolutionnaires sont certes pour la gauche les individus à abattre idéologiquement. Toutefois, le malaise est bien plus profond qu'il n'y paraît.

Même si l'on sait que ce genre d'initiative ne fait que changer les têtes du pouvoir et non la politique qui est derrière. On peut quand même mettre en avant le fait qu'enfin les enseignants se retrouvent soudés sur un objectif commun et complètement autonomes par rapport aux syndicats comme le SNES. Et c'est bien là que le bât blesse. Incontrôlés mais coordonnés. Bientôt une vague de fond ? Ce n'est sûrement pas les manifestants qui se sont comptés samedi dernier qui vont dire le contraire. Même si la semaine d'action à l'appel de différents syndicats aura plutôt été un bide.

A l'heure actuelle, la CGT, qui est en plein Congrès, prend-elle en compte ces nouvelles formes d'action ? Mais ceci est une autre paire de manche.

On en reparlera !

ISSN 0026-9433 – N° 1150

M 2137 - 1150 - 10,00 F

Informatique : un outil à ne pas mettre entre toutes les mains

L'INFORMATIQUE PREND UNE place considérable et sans cesse croissante dans notre vie quotidienne. Elle est partout, dans les objets techniques et dans les liens qu'on a avec les banques et administrations.

L'informatique et ses maîtres

Dans le monde occidental, nous sommes irrémédiablement fichés. Cela est dû à des choix politico-économiques, comme la généralisation des échanges marchands et la montée en puissance des administrations de l'État et des organismes sociaux. Ainsi, la circulation de l'argent se fait plus par des chèques, des cartes de crédit et des virements automatiques que par de l'argent liquide. Les gros échanges financiers se font essentiellement par des échanges informatisés, hormis les transactions douteuses (blanchiment de l'argent sale, corruption, commissions occultes). De même, notre rapport avec les administrations est informatisé d'avant notre naissance jusqu'après notre mort. Cela correspond à une rationalisation (ne pas confondre avec rationalité) du lien entre administration et administré, avec la mise en avant de l'égalité de traitement : le traitement réalisé par des humains avec leur part de subjectivité serait remplacé par des traitements automatisés, donc repoussant la subjectivité au profit de quelque chose d'objectif.

Bien évidemment, l'égalité de traitement est un mythe, puisqu'il faut une intervention humaine pour concevoir les machines et programmer les ordinateurs. Non seulement l'égalité de traitement n'existe pas, mais la gestion différentialiste des humains est plus importante. Un individu A et un individu B ne seront pas traités de manière identique à partir du moment où le programme informatique prend en compte des caractéristiques différenciant ces individus : nom, prénom, sexe, date de naissance, nationalité, catégorie socio-professionnelle, département de naissance, situation familiale, revenu, patrimoine, casier judiciaire, état de santé, etc. Ainsi, on reste bien dans le domaine de la subjectivité (et de l'intérêt) de gens qui décident de critères différenciant deux personnes et des actions qui s'en déduisent : ces gens, ce sont bien sûr les décideurs politiques, économiques et administratifs.

En quoi les techniciens de l'informatique renforcent-ils le système ?

Quant à l'informaticien, c'est un technicien chargé de mettre en place le système d'information. Est-il vraiment neutre ? Non, surtout les responsables informatiques qui sont des forces de proposition, qui ont pour mission de dire la faisabilité des choses que demandent les décideurs et ont un budget à la hauteur de leur soumission au système. De plus, comme beaucoup de travailleurs qualifiés, l'informaticien moyen, homme ou femme, aime se poser des défis techniques. Il prend plaisir à améliorer les performances de son logiciel.

Il aime la beauté du geste. En fait, il est souvent à l'image du système qu'il met en place : cartésien, rigoureux, logique. Et zélé, trop zélé, plus prompt à admirer ses prouesses techniques qu'à mesurer l'impact social de son travail. Dans le même ordre d'idée, le physicien Fermi qui travailla avec Einstein à concevoir la bombe atomique eut cette réflexion au moment où explosèrent les bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki : « c'est effroyable, mais quelle belle expérience c'était ! ». La question du zèle au travail combinée à l'absence de considération vis-à-vis de la souffrance d'autrui est un défi majeur lancé à la société contemporaine. Évidemment, elle ne concerne pas que les informaticiens, mais l'ensemble de la population.

Attention : il ne s'agit pas de prôner le rejet de la science et des techniques. L'informatique est un outil formidable, qui pourrait rendre des services formidables en terme de développement humain, avec une aide efficace à la gestion des richesses (toutes choses utiles à la vie) de leurs stocks, de leur circulation, de leur renouvellement en fonction des besoins des populations, avec un apport à l'éducation et au développement culturel des individus.

Le fichage, une vieille histoire

Il faut constater que ce n'est pas vers cela que la société se dirige : les stocks et les flux que gère l'outil informatique, ce sont des êtres humains. Cette utilisation de l'informatique ne fait qu'accroître les possibilités de contrôle social des individus. L'idée de classer les personnes par catégories est apparue bien avant les premiers ordinateurs.

La catégorisation de masse remonte à l'époque coloniale, où militaires et missionnaires des empires britanniques, français, belges, etc. fixaient dans des registres l'ethnie supposée des personnes colonisées : cette vision ethniciste continue de faire ses effets aujourd'hui, avec les guerres « ethniques » comme celle du Rwanda. Les nazis ont mis en application la même vision en Europe avec la complicité d'États nationaux comme la France de Pétain et son fichier systématique des juifs dès 1940 : grâce à ces fichiers manuels, les rafles devenaient plus efficaces, avec au bout la déportation et la mort.

Aujourd'hui un tel fichier est officiellement interdit en France par la loi, notamment celle du 6 janvier 1978 qui prévoit dans son article 31 qu'« il est interdit de mettre ou de conserver en mémoire informatisée, sauf accord express de l'intéressé, des données nominatives qui, directement ou indirectement, font apparaître les origines raciales ou les opinions politiques, philosophiques ou religieuses ou les appartenances syndicales des personnes ». Cette même loi instituait la Commission nationale Informatique et Libertés (CNIL) chargée de veiller et d'émettre des avis sur l'impact de fichiers informatiques sur les libertés et la vie privée des personnes. On sait que cette commission est un alibi qui n'a jamais fait contrepoids à l'amplification du contrôle social dans la société. Cette loi de 1978 avait été faite suite à de forts remous dans la société française quand le gouvernement décida en 1974 de généraliser le numéro INSEE (numéro de sécu) comme identifiant d'autres fichiers comme celui de l'administration fiscale; avec un identifiant commun il devenait alors possible d'échanger ou de comparer des données de l'un à l'autre fichier. À l'époque, le projet nommé SAFARI fut abandonné suite aux mobilisations et cette loi « Informatique et Libertés » fut donc votée au Parlement.

Le numéro de sécu comme identifiant universel

Aujourd'hui c'est ce même projet de rapprocher les fichiers de sécurité sociale et ceux de l'administration fiscale qui vient d'être voté par l'Assemblée nationale suite à un amendement à la loi de finances 1999 du député de gauche Jean-Pierre Brard, par ailleurs maire de Montreuil et démolisseur de foyers d'immigrés. Le but serait de faire la chasse à la fraude fiscale. Le Conseil constitutionnel a validé cet amendement.

Pourtant les économies potentielles restent faibles : la vraie fraude fiscale se fait, elle, en dehors des revenus salariaux et l'interconnexion fichiers sociaux/fichiers fiscaux est globalement inopérante. Par contre, l'interconnexion, même réduite aux seules données ayant un intérêt fiscal, recèle des dangers pour le respect de la vie privée : cela crée un précédent qui pourra permettre par la suite la banalisation du transfert de données entre des administrations qui n'ont pas besoin de l'ensemble de ces données mais peuvent être tentées d'en tenir compte pour le traitement d'un dossier. Dans le cas présent on peut penser qu'en premier lieu ce seront les travailleurs précaires ayant une masse importante et hétérogène de petits bulletins de salaire et d'avis d'allocations qui seront concernés par cette interconnexion.

L'informatisation des PV de police

Un autre fichier récemment autorisé par une majorité de membres de la CNIL apparaît autrement plus grave c'est le fichier des procès verbaux appelé Stic (système de traitement des informations constatées). Le Stic placé sous la responsabilité du Procureur de la République rassemble les informations issues des procès verbaux de la Police judiciaire. Selon l'avocate Isabelle Jaulin, membre de la CNIL qui a voté contre, le Stic « est le traitement informatique le plus liberticide que j'ai eu à connaître ». Les faits répertoriés seront relatifs au crimes et délits mais aussi certaines contraventions de tribunal de police. Seront fichés, non pas les coupables (puisque, selon la loi du début d'une enquête jusqu'au jugement, toute personne est présumée innocente), mais victimes ou suspects. La CNIL a obtenu que les témoins ne soient pas fichés. On connaît pourtant la capacité de la police à convoquer quelqu'un comme témoin (« simple affaire de routine ») et le faire sortir comme suspect. Quant aux victimes, le ministère de l'Intérieur précise : « si les noms des victimes doivent y figurer, c'est dans le but de mieux assurer leurs droits : ils disparaîtront du fichier dès l'élucidation des affaires ». Pourtant plus de la moitié des affaires ne sont pas élucidées. Est-ce à dire que les noms des personnes fichées resteront dans ce fichier ad vitam æternam ? Elles pourront demander l'effacement des informations les concernant qu'une fois la procédure judiciaire terminée. Ce qu'ont peut dire c'est que ce fichier est complètement inspiré de l'administration policière. Son approche est uniquement répressive : une fois encore (mais est-ce étonnant pour beaucoup de monde ?) un pouvoir politique de gauche s'efface devant l'administration policière.

Hervé

Fin de la première partie
(seconde partie dans le prochain numéro)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

le monde libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 45 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 105 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 195 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 350 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal ..... Ville .....
Pays ..... A partir du n° .....(inclus).
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Au-delà de la scission du F.N.

Un fascisme bien ancré dans la société

Qu'on s'en réjouisse ou qu'on s'en inquiète, qu'on s'en amuse ou s'en désole, la scission du FN ne peut pas laisser indifférent. Sans non plus qu'on s'arrête de respirer pour autant. Depuis longtemps, l'extrême droite française a de – très – multiples composantes, dues à l'héritage des droites autoritaires européennes ou plus lointaines.

La diversité de l'extrême droite

L'extrême droite catholique, aristocratique et monarchiste qui a de tout temps gangrené l'armée française et les milieux diplomatiques tient beaucoup des traditions antisémites du XIXe siècle, du vichysme et du franquisme : ultra conservatisme, contrôle paternaliste de la société, rigidité maladive des mœurs (la hiérarchisation de la population commençant dans la cellule familiale), n'a finalement pas les mêmes valeurs qu'une extrême droite néo-nazie, paganiste, volontiers anticléricale ayant un projet de société nouvelle, d'homme nouveau, qui trouve sa filiation dans le fascisme et le nazisme. À ces deux courants idéologiquement forts et construits peut s'ajouter un marais de non-pensée, purement réactif de racisme, de sexisme, d'homophobie, d'origine moins politique qu'on retrouve dans une forme organisée dans le Ku-Klux-Klan américain ou dans les mouvements skins, et sous une forme non organisée, à n'importe quel comptoir de bistro.

Leurs points communs étant la recherche de l'ordre par l'autorité et le rejet absolu de l'idée d'égalité économique et sociale. (Alors qu'ils ne sont pas tous d'accord sur l'inégalité des races ; les uns pensant à une hiérarchie des « races » ; les autres à une hiérarchie sociale interne à chacune dans le cadre de races séparées les unes des autres.)

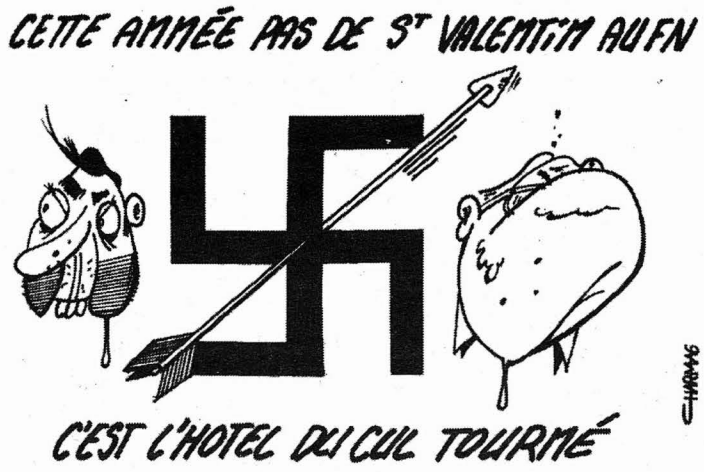
Le culte de la hiérarchie sociale les amenant tout naturellement à nier toute lutte entre classe sociales, d'où, par exemple, la présence de listes CFNT aux élections prud'homales dans les deux corps électoraux (patrons/salariés). Imaginons, un doux instant, un conflit du travail entre un salarié mégrétiste et un patron lepéniste…

Cette aversion pour la lutte des classes connaît toutefois quelques exceptions (uniquement dans le discours) puisque J-M Le Pen par la voix de Roger Holleindre laissait entendre qu'il y aurait une différence sociale entre ses partisans (le peuple) et ceux du félon (les bourgeois ?). On frise l'hérésie. Timmermens a peut-être raison : « Jean-Marie, tu déconnes ! »

Un enracinement profond dans la société

L'actualité de ces dernières semaines montre que, quelle que soit sa situation politique ou sa stratégie quant au futur, l'extrême droite est bel et bien ancrée dans la mentalité française. Et ce depuis fors longtemps. Taboue après 1945, la politique a depuis longtemps retrouvé ses relents de la IIIe République. Le juif-allemand de Georges Marchais n'est plus que l'Allemand de Chevènement. Les élites mondialisées ont remplacé les intellectuels cosmopolites, les idéologues judéo-maçoniques. Déjà dans les années 70 on se scandalisait de la présence de manifestants venus de toute l'Europe à Malville ou ailleurs. Le glissement à droite est plus que net dans la mesure où les mêmes insultes destinées aux gauchistes, anarchistes de tous poils et de toutes nationalités, à vingt ans d'intervalle s'adressent à la partie d'entre eux qui s'est radicalement recentrée.

À la Hague, les syndicalistes, de tous bords, acceptent de servir de nervis, obéissant à un mot d'ordre d'arrêt de travail lancé par le patronat ! Manifestant sous la chorégraphie du service d'ordre de l'entreprise. S'imaginent-ils vraiment que leurs intérêts sont couplés avec ceux de leurs actionnaires ? S'imaginent-ils vraiment qu'à un quelconque moment ils seront récompensés de leur zèle ? Ils se trompent à double titre : d'abord c'est les chiens qu'on récompense, et même si l'avenir de leur usine est préservé, lors du prochain dégraissage, personne ne se souviendra de leur fidélité. Oui, c'est à une conception fasciste de l'action syndicale que nous avons assisté.



La droite veut récupérer les voix du FN qui venaient de chez elle. Les communistes aussi. Surtout ne pas insulter l'électorat FN. « il est fait de Français comme les autres ». Ça n'est pas faux. C'est bien le problème de la démocratie électoraliste ; quand on vit du partage des parts de marché que sont les corps électoraux, on est forcément amené à mettre ses idéaux dans sa poche. Ses idéaux et sa fierté. Ainsi, en juillet 1998, les députés, quasi unanimes ont accordé aux chasseurs une généreuse extension des périodes de chasse après que quelques agités aient menacé les députés de débarquer dans leur permanences. L'électorat des deux millions de chasseurs est très courtisé. Un groupe de pression armé obtient donc à peu près ce qu'il veut. C'est ça qui est chouette avec la démocratie. On se demande ce qu'attendent les syndicats de la police pour réclamer arme au poing, la semaine de 10 heures, 20 semaines de congés payés, la retraite à 40 ans le quinzième mois et les heures supplémentaires payées 5 fois, puisqu'apparemment, ça marche !

Moi d'abord, moi d'abord ! mon usine de retraitement, mon usine d'armes de guerre, mon chantier naval militaire, ma plantation de maïs transgénique, mon usine d'incinération d'ordures, mon entreprise de BTP, mon péage routier, mon camion. Mon emploi à tout prix et touche pas à mon patron qui me fait vivre.

Oui, vraiment, s'il n'y avait que les scores du FN à 15 % des suffrages exprimés pour nous inquiéter, ça serait formidable. Mais revenons à nos moutons.

L'hydre à deux têtes

Il y a donc désormais deux FN, le FNUF, et l'FN-MN (le phénomène ?) On peut, un peu, s'en réjouir parce qu'il est assez vraisemblable que ça va maillocher sec sur les marchés lors des diffusions de tracts et le soir au coin du bois pour les collages d'affiches ; comme, m'a-t-on raconté, au début des années 70. On comptera les points… de sutures.

S'en réjouir, oui, mais pas trop, car on ne sait pas vraiment si à terme, l'addition des deux FN va perdre des voix ou ratisser plus large. Mégret à raison de souligner que les sondages sont un peu prématurés. Stratégiquement, il n'a pas tort non plus de considérer que sa position vis-à-vis de la droite divisée dans laquelle ni le RPR, ni DL n'arrivera avant longtemps à imposer une hégémonie comparable à celle du PS à gauche, lui donne plus de force que le PCF de l'union de la gauche n'en pouvait avoir. Encore lui faut-il rassembler, comme il le claironne, les voix éparses de « tous ceux qui ont voté au moins une fois pour le FN ». C'est pas gagné. Et puis, être chef, c'est bien, mais avec le pognon, c'est mieux. La bataille financière va être à plus d'un titre intéressante ; on connaîtra la taille du magot et surtout l'arbitrage que donneront les tribunaux (donc le pouvoir en place) sera riche d'enseignements.

Face à une droite et à son extrême plus divisés que jamais depuis cent ans, la position de Jospin s'en trouve toute modifiée. On peut, raisonnablement, espérer entre quinze et vingt listes aux élections européennes. De quoi bien rigoler. Oh, bien sûr, le fait n'est pas nouveau, ce genre d'élection à l'échelle nationale et sans enjeux réels permet de se compter. Un peu comme à un premier tour de présidentielles, l'obstacle des cinq cent signatures en moins. L'originalité, c'est que cette fois-ci, les analystes de tous poils et de toutes nationalités vont devoir se fendre d'une analyse complète des résultats d'au moins douze listes les plus « intéressantes » (?). Le Pen, Mégret, Millon, Villiers, Pasqua, RPR-DL, UDF, PS, PCF, MDC, Verts, LO-LCR. C'est bien, la politique crée des emplois ! Qu'est-ce qu'on va rigoler. Dire que Lecanuet n'est plus là pour voir ça et que Poniatowski prend sa retraite ! C'est gâché.

Vincent (Liaison Gard)

En bref

■ *Une librairie anarchiste à Montpellier ? Une souscription est lancée : chèques (ou prélèvement automatique) à l'ordre du C.D.P.L à adresser à l'Antre anar, 5, rue Jeanne d'Arc, 34000 Montpellier.*

■ *Le groupe libertaire de Marseille tient désormais sa permanence le samedi de 15 à 17 heures au café-librairie La Passerelle, rue des Trois mages (6e). On peut aussi le contacter à l'adresse suivante : GREL, B.P. 2391, 13215 Marseille cedex 2 ; ou par E-mail : famarseille@hotmail.com.*

■ *Le groupe de Toulon de la FA a édité un calendrier en rouge et noir, format A4, sur bristol. Il vendu 9 F (6 F + 3 F de port). Les petites quantités (1 ou 2) peuvent être réglées en timbres. A partir de 3 : chèque à l'ordre de ACL et adressez votre commande à ACL, B.P. 5137, 83093 Toulon cedex.*

■ *Vous souhaitez rencontrer la Fédération anarchiste? Les « relations intérieures » de la F.A. organisent une permanence en région parisienne chaque premier samedi du mois de 14 à 19 heures à la librairie du* Monde libertaire, *145, rue Amelot, 75011.*

■ *Le groupe jules Vallès de la FA est « radio-actif » : son émission « Globules noirs » à lieu tous les mercredis de 20 h 30 à 21 h 30 sur radio Grésivaudan (87 MHz FM), un commentaire de l'actualité en chanson.*

Faits d'hiver

Les bouffons

Les petits marquis socialos, les cocos ramollos et les écolos en peau de lapin ne cessent de nous le répéter : mieux vaut un petit feu réformiste qui réchauffe qu'un grand feu révolutionnaire qui brûle.

Françoise, demandeuse d'emploi, femme seule avec trois enfants, travailleuse à temps partiel chez un commerçant, n'en demandait pas tant.

Elle se serait même contentée de bien moins.

En décembre 1998 son patron de commerçant (dont il n'est même pas certain qu'il soit de gauche) lui avait, en effet, fait le cadeau (petit) d'une prime de Noël de 1000 F.

Résultat des courses, suite à ce pactole patronal, les ASSEDIC lui ont sucré l'allocation complémentaire qu'elles lui versaient chaque mois. Pour mille balles de plus dans son budget de misère on lui a donc sucré 1500 F.

Et ce n'est pas tout !

Comme les ASSEDIC lui ont enlevé son allocation complémentaire, la CAF lui a sucré deux mois (pourquoi deux mois ?) de l'aide personnalisée au logement qu'elle percevait antérieurement, soit 3200 F.

Au bout du compte, pour une prime de mille balles qu'elle n'avait pas demandé, Françoise s'est fait plomber de 4700 balles.

Un petit feu qui réchauffe, ben tiens !

Vingt ans d'exercice du pouvoir pour n'être même pas capable d'avoir réussi à mettre un peu de bon sens (je ne parle même pas d'humanité ou de socialisme) dans d'ordinaires administrations subalternes, c'est pas Dieu possible !

Et vous vous étonnez que les sauvageons vous traitent de bouffons !

Jean-Marc Raynaud

Les agriculteurs dans la mêlée ?

Les agriculteurs se fachent. Leur niveau de vie étant stagnant ou à la baisse, ils s'en prennent au gouvernement, aux politiciens, à l'Europe de Maastricht et (ce qui n'est peut-être pas indispensable) se laissent parfois aller à une dérive nationale-corporatiste en désignant (air connu) l'étranger comme premier responsable de leurs difficultés. Tout irait si bien si la France – si chaque nation – vivait repliée sur elle même…

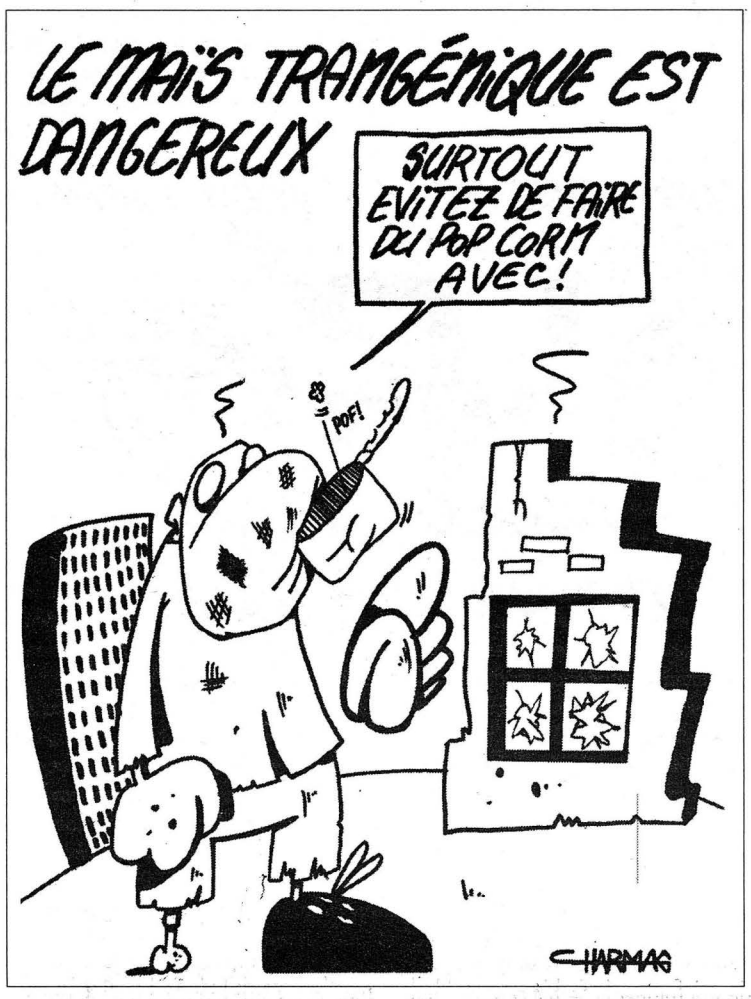
Leur colère est néanmoins justifiée, même si au cours de leurs manifestations quelques excités se défoulent, en se livrant à des actions violentes, et des mises à sac de matériels, des destructions de denrées alimentaires (alors qu'il y a tant d'affamés de par le monde) venant de l'extérieur, donc de l'étranger… et circulant sur les routes de France avec de la marchandise censée devenir dangereusement concurrente de celle que par leur labeur et à longueur d'année ils produisent. Ce qui n'améliore pas l'image de marque d'une profession dont l'activité conditionne en grande partie la subsistance de la collectivité, chacun reconnaissant ce qu'elle peut avoir d'ingrat pour ceux qui en vivent.

Inégalité du monde paysan

Les agriculteurs, avons-nous dit ? Attention, pas tous les agriculteurs. Seulement les petits et les moyens, victimes, comme il s'en trouve dans toutes les branches de la production, d'une incontournable mécanisation, d'une métamorphose de leurs tâches, d'une considérable augmentation du prix de leurs outils (tracteurs, batteuses, broyeuses, etc.), des carburants, auxquels s'ajoutent les prix excessifs des engrais, des fongicides, pesticides et autres produits utiles pour accroître une productivité à laquelle les condamne la fameuse « loi du marché » s'ils veulent éviter d'être dévorés par plus fort qu'eux, par ces « industriels » de l'agriculture que sont les grands propriétaires terriens, ces seigneurs de la terre qui, constituant un autre monde que le leur, sont équipés depuis longtemps à l'américaine et adaptés aux techniques les plus performantes.

Bien sûr, ce ne sont pas ces derniers qui ouvertement pousseront à manifester, à appeler publiquement au secours, mais ce qui est plus que choquant, si l'action menée par leurs petits frères en agriculture aboutit tant soit peu, ils en récolteront les fruits, bien qu'étant demeurés silencieusement et confortablement dans l'ombre pendant que l'agitation des premiers défrayait la chronique.

Il est couramment de bon ton, pour les médias – dont l'audimat est le nombril et la recette publicitaire le plat de résistance – de se pencher sur la « colère paysanne ». Or l'expression n'est plus de mise. Pourquoi parler encore de « paysan », alors que le paysannat n'existe plus – du moins dans les pays industrialisés ? Fini le temps où il paraissait normal qu'à quelques exceptions près les gens de la terre passent leur existence privés de confort domestique tant pour l'habitat, l'électroménager, le vêtement, les conditions d'hygiène, etc. sans oublier les commodités – fussent-elles encore insuffisantes – de transport pour la scolarisation des enfants demeurées longtemps accessibles uniquement au niveau des agglomérations rurales importantes des cités urbaines. La ruralité n'est plus ce qu'elle était il y a quelques lustres. Et avec raison elle continue à revendiquer en faveur d'une équivalence, dans les faits, du droit à une vie décente par rapport à celui de la citadinité. Même si les modes de vie sont différents, on ne voit pas pourquoi il y aurait différence de droits fondamentaux, chacun les vivant selon ses penchants dans la sphère et l'environnement qui lui sont propres.



Une agriculture en mutation

Les très petites unités agricoles ont pratiquement disparu, leurs surfaces ayant été groupées, pour « rentabiliser » le travail, soit par des achats, soit par des locations, afin d'en faire des exploitations de taille à supporter les crédits bancaires indispensables pour l'acquisition de matériels, de bâtiments appropriés, et de cheptels s'il s'agit de producteurs de viande.

Dans le domaine des incertitudes, les cultivateurs, déjà exposés aux conséquences des caprices de la nature : sécheresse, humidité persistante, fortes gelées précoces ou tardives, doivent compter avec les variations des cours mondiaux de leurs produits.

Si ceux-ci sont à la baisse et contredisent leurs prévisions, les rentrées d'argent peuvent devenir insuffisantes pour couvrir l'endettement, au point qu'il n'est pas rare de voir des exploitations agricoles en état de faillite.

Et il est clair qu'aujourd'hui, et par la force des choses, le cultivateur n'est plus seulement celui qui travaille la terre, qui se dépense musculairement, il lui faut être en même temps un gestionnaire aux prises avec des problèmes d'achat, de vente (même en passant par des coopératives agricoles), d'amortissement, d'entretien et de renouvellement de matériels, de fiscalité, de mise à jour et d'équilibrage de sa trésorerie s'il veut savoir où il va, et doit être capable, aussi souvent que besoin, d'établir un compte d'exploitation.

Mais que de contradictions dans ses comportements ! Au nom de sa liberté, il se déclare contre l'État autoritaire, inquisiteur, tracassier et touche-à-tout (serait-il, ce disant, anti-étatiste ?) mais dès que pour lui les affaires vont mal, c'est vers cet État par lui tant décrié qu'il se tourne en appelant au secours.

L'État préleveur d'impôts directs ou indirects, même relayé par la région ou la commune, est pour lui une monstruosité, mais au lieu de préconiser la mise en œuvre – par la libre association – d'une mutuellisation de sa profession pour la constitution d'un fond commun (dont il ait vraiment la maîtrise) des denrées produites par celle-ci, il se contente de rendre les « pouvoirs publics » responsables ou coupables de ses déboires, et en définitive consolide et consacre cet État en sollicitant de lui aide et protection.

Bien qu'en contact permanent avec la nature (qu'il connaît mieux que quiconque) il manque d'enthousiasme pour ce qui est de l'écologisme. Et si l'on est curieux sur ses préférences en politique, on découvre que statistiquement, dans l'éventail de l'électorat de l'Hexagone, à part certains secteurs de Bretagne et du midi, il se situe surtout à droite, marque d'un persistant conservatisme. Cela dit sans sous-entendre que les politiciens de gauche vaudraient plus que ceux de droite…

Cependant se confirme l'émergence, en milieu agricole, et on ne peut que s'en réjouir, d'une frange de « jeunes agriculteurs » à l'esprit ouvert aux réalités sociales présentes et aux perspectives sociétaires de l'avenir. Mais nous n'en sommes pas encore à voir des agriculteurs pressurés se faire solidaires des salariés (de toutes professions) les plus mal payés et des sans emplois, admettant du même coup que, le sort des uns étant lié à celui des autres, doit s'ensuivre une lutte commune contre les puissances d'argent et toutes les institutions sources ou forteresses des inégalités et génératrices de misère.

Pour l'heure, et malgré quelques accrochages, la prétendue démocratie continue son bonhomme de chemin. Privilégiés de tous poils, dormez tranquilles ! L'ordre établi n'est pas vraiment menacé. Et cela jusqu'à quand ?

Henri Bouyé
groupe Val de Loire

La santé ? Il faut lutter pour la garder

Aujourd'hui, tous les services publics d'utilité sociale sont démantelés, et l'hôpital public n'échappe pas à cette offensive.

Une casse organisée par l'État et les capitalistes

Au nom de la réduction des prétendus déficits publics, de la loi du marché, des critères de productivité et dans l'intérêt des investisseurs privés avides de réaliser de juteux profits, le pouvoir actuel poursuit strictement la même politique que le précédent. Le plan Juppé est intégralement repris par la « gauche plurielle » : loi de financement votée chaque année par le Parlement, agences régionales chargées d'organiser les « restructurations » hospitalières, extension de la CSG, réductions de personnels, mise en place des très dangereuses « filières de soins » (qui préparent une restriction des remboursements), etc.

Se redonner des objectifs communs

C'est maintenant qu'il faut réagir, pour défendre, refonder et redévelopper des services publics sociaux dignes de ce nom, et en particulier ceux de la santé et de la protection sociale. Nous disons bien services publics sociaux et non services publics d'État, car l'État – nous le voyons bien aujourd'hui – est toujours du côté des riches et des puissants et ne peut en aucun cas être un garant de la justice et de l'égalité.

Face à l'État et aux appétits des groupes privés, seule la réappropriation collective et la socialisation des services publics, ainsi que la mutuellisation de la sécurité sociale (afin de la rendre à tous les salariés, chômeurs, précaires, retraités) pourrait nous permettre de redonner à l'ensemble des exploités un objectif commun, de recréer des liens effectifs de solidarité ; cette solidarité à laquelle les gouvernements veulent systématiquement substituer la charité avec une gestion de la misère à coup de RMI et d'aides d'urgence.

Quant aux « déficits sociaux », ils sont fabriqués de toutes pièces. Le seul et vrai problème est de s'organiser et de lutter pour reprendre au patronat les sommes colossales qu'il nous vole. C'est par la grève générale, par des mouvements sociaux incessants, par les revendications constantes d'augmentations de salaires et la lutte contre les hausses de prix que nous arracherons aux classes dominantes de quoi financer nos services publics ! Ce sont bien les salariés qui aujourd'hui produisent tout : nous n'avons donc pas besoin des gouvernants, pas plus que des patrons (dits maintenant « entrepreneurs ») pour faire fonctionner la société et assurer l'ensemble des tâches nécessaires.

Quels services public ? Quelle sécurité sociale ?

Dans la lutte contre le pouvoir et les classes dominantes, nous pouvons avancer des revendications immédiates et définir des perspectives concrètes.

Dès aujourd'hui le service public doit, pour nous, être :
- d'une intégrale gratuité d'accès aux soins pour les usagers ;
- pris en main, c'est-à-dire autogérés directement par les individus qui y travaillent avec des représentants mandatés par l'ensemble des usagers potentiels, c'est-à-dire par nous tous.

La sécurité sociale doit être gérée sur le même principe en refusant toute étatisation et toute cogestion avec le patronat. Il s'agit aussi de mettre en œuvre un véritable mandatement et un réel contrôle de ceux et celles qui se chargent de l'administrer, ces mandatés devant être révocables à tout moment par des assemblées générales des assurés sociaux.

Bien sûr, ces revendications immédiates sont volontairement en rupture avec la logique politique et économique actuelle et s'inscrivent de plain pied dans une démarche et un projet de société libertaire.

C'est au quotidien que se prépare une révolution sociale si l'on veut en finir un jour définitivement avec l'exploitation et l'oppression.

groupe Kronstadt

Kosovo, Irak

Deux facettes de la stratégie américaine

Les Européens font les gros yeux : Serbes et ALK (Armée de Libération du Kosovo) ont trois semaines pour se mettre d'accord et cesser les combats qui déchirent le Kosovo. Hubert Védrine, le ministre français des affaires étrangères s'est même déplacé dans les Balkans pour signifier aux adversaires que, cette fois, l'ultimatum était sérieux. Franchement, Slobodan Milosevitch a dû, encore une fois, bien rigoler devant cette nouvelle menace qui précède la prochaine reculade (partielle probablement) . A quelques milliers de kilomètres de là des irakiens et irakiennes pleurent certainement encore devant la mort et les ruines, dans la plus parfaite indifférence. Les Américains ont décidé seuls des frappes contre l'Irak et sans attendre l'ont bombardé massivement. Il y a manifestement deux poids et deux mesures dans le « nouvel ordre international » qui n'est ni plus ni moins que le nouvel impérialisme américain. L'explication par les difficultés personnelles du président Clinton, liées à une fellation « inappropriée », est certes bien agréable car elle renvoi à la médiocrité des politiques, mais elle fonctionne aussi comme un paravent médiatique qui masque la réalité : l'Empire américain se construit sans adversaire, et à son rythme, depuis la chute de l'Empire soviétique.

Sélection des cibles

« Qu'on ne s'y trompe pas, il n'existe aucun pays à la surface de la Terre que nous ne puissions atteindre » déclarait en 1997 le chef du commandement atlantique des États-Unis. Il n'a pas à s'inquiéter, personne n'en doute depuis la guerre du Golfe de 1991.

Mais il aurait dû ajouter : sans demander l'avis ou l'accord de quiconque et surtout pas de l'ONU. Les centaines de missiles lancés ces derniers mois contre l'Irak ont fait passer le message au Proche Orient et parmi les alliés des États-Unis. L'enjeu essentiel reste l'approvisionnement de l'Amérique en pétrole au prix le plus bas et il est important pour les États-Unis de maintenir une certaine pression dans cette région du monde afin de dissuader les pays producteurs de pétrole de vouloir augmenter les prix, voire de se servir du pétrole comme arme économique ainsi qu'ils l'avaient fait en 1973. Mais la cible irakienne a aussi une portée mondiale, notamment pour les partenaires et concurrents des États-Unis. Le message est clair : nous sommes les maîtres, nous choisissons seuls les cibles et toute intervention militaire doit avoir notre accord.

Expérimentation militaire. Pour les militaires américains, les frappes contre l'Irak sont aussi l'occasion de tester leur nouveau matériel et les nouvelles stratégies. A peine rentrés de l'opération « Tempête du désert » en 1991, les stratèges du Pentagones ont bouleversé les concepts stratégiques des États-Unis et produit la nouvelle doctrine, la RMA (Révolution in the Military Affairs) . Cette « révolution » tient en quatre points. D'abord les États-Unis ont (officiellement) renoncé à l'idée de gagner une guerre nucléaire. Par contre ils se préparent à être en mesure de mener de front deux conflits « régionaux » équivalents à la guerre du Golfe. Ensuite, ils mettent en avant la guerre de l'information. Cela veut dire le renseignement militaire mais aussi le contrôle des médias. La manipulation médiatique n'est pas nouvelle mais elle a pris avec CNN une dimension nouvelle et la guerre du Golfe a été exemplaire sur ce point. Les dernières frappes en Irak ont été l'occasion de vérifier que tous les médias et hommes politiques occidentaux étaient bien au garde à vous, le petit doigt sur la couture du pantalon. Vérification réussie. Enfin les militaires américains ont rapidement compris que leur opinion publique voulait bien voir la victoire à la télé, mais sans morts véritables et avec le héros qui se relève à la fin. D'où ce concept nouveau, le « zéro mort » (Américain cela va sans dire).

Intervention au Kosovo ?

La résolution 1199 du conseil de sécurité de l'ONU exige depuis septembre 1998 un cessez-le-feu au Kosovo et le retrait des troupes serbes. Malgré cela l'OTAN, bien qu'aiguillonné par les Européens, a fait marche arrière après avoir tonné et menacé de faire respecter cette résolution par la force. Pourtant il n'y a aucune difficulté technique à frapper la Serbie comme l'Irak l'a été. La sixième flotte croise en permanence en Méditerranée et les Américains disposent de bases de l'OTAN en Turquie et en Italie.

Idéologiquement il n'y a pas de difficulté non plus : le président Serbe est aussi un gros méchant. Cette reculade a permis de montrer à l'Union Européenne, si fière de son petit Euro, que pour les affaires sérieuses c'est encore le grand frère qui commandait.

Les américains ont mis le nez des européens dans leur impuissance à intervenir tout près de chez eux. Cependant, les militaires de l'OTAN vont probablement finir par intervenir au Kosovo, sous forme de troupes au sol. Il y a fort à parier que, comme en Bosnie, les Français fourniront le gros des effectifs et que les Américains signeront les accords bidons. En effet, quant le risque d'avoir des morts est grand, ce sont les alliés de l'Empire qui fournissent les combattants. La piétaille française se fera ainsi trouer la peau pour éviter que ce conflit (dont les américains se fichent royalement) ne dégénère en conflit régional, source possible d'instabilité en Méditerranée.

Les États-Unis sont en guerre. Il ne s'agit pas de défendre leur territoire ou de l'agrandir, il s'agit d'une guerre économique et commerciale. Rien ne doit empêcher la libre circulation des capitaux et des marchandises afin que les multinationales américaines réalisent le maximum de profit « Ce qui est bon pour nos entreprises est bon pour le pays » proclame Al Gore, le vice-président, montrant très clairement que tous les attributs de la puissance, avec au premier rang la puissance militaire, sont au service du capitalisme. Pour asseoir un pouvoir sans limite sur la planète, les américains ont besoin de partenaires et préfèrent en général convaincre plutôt que vaincre. Mais ils manifestent toujours très clairement qu'au besoin, ils feront usage de la force la plus brutale. L'intimidation des adversaires et la soumission des partenaires sont les clés de l'impérialisme américain.

Dans des contextes et avec des enjeux différents, les crises au Kosovo et en Irak, montrent que les États-Unis entendent bien rester l'unique superpuissance au XXIe siècle.

FG

BELGIQUE

Les femmes en noir

Les Femmes en noir sont dans la rue pour une réelle politique d'asile tous les mardis de 12 h 30 à 13 h 30, Place de la Monnaie, à Bruxelles... Les Femmes en Noir constituent un réseau international informel où des femmes s'engagent à titre individuel, unies par des idéaux de pacifisme, de féminisme et de multiculturalisme. Elles contestent leur propre gouvernement lorsqu'il mène, soi-disant au nom de la « communauté tout entière », des politiques destructrices et meurtrières. Les Femmes en Noir Belgique ont vu le jour lors de la Journée des femmes, le 11 novembre 1993, pour témoigner leur solidarité aux Femmes en Noir de Belgrade. Nous avons manifesté, nous manifestons, nous manifesterons ensemble...

Comme toutes les personnes indignées par la politique belge à l'égard des femmes et des hommes demandeurs d'asile, nous participons aux manifestations de protestation contre leur exclusion et leur expulsion et apportons notre soutien aux mouvements actuels des sans-papiers. Comment prétendre que nous sommes dans un État de droit si des personnes - hommes, femmes et enfants n'ayant commis aucun délit - peuvent être maintenues enfermées pour être ensuite expulsées manu militari comme des marchandises ?

Contre les violences faites aux femmes

Comme femmes, nous manifestons contre les violences faites aux femmes... Des femmes du Collectif contre les expulsions nous ont alertées de la situation des femmes particulièrement critique dans les centres fermés. Grande est la souffrance des personnes enfermées dans les centres fermés, des « sans-papiers » qui se cachent ou qui manifestent dans les églises. Générale est la violence que subissent les demandeurs et demandeuses d'asile dans les centres fermés et plus encore lors des expulsions. Sans vouloir hiérarchiser la souffrance et la violence, il nous faut cependant souligner celles, plus spécifiques, dont sont victimes les femmes et les enfants. Jusqu'ici, elles sont peu dénoncées.

Parmi les raisons qui poussent les êtres humains à chercher asile dans notre pays, certaines sont également spécifiques aux femmes. Seules les femmes sont contraintes, dans certains pays, à des mariages forcés. Seules les filles sont excisées.

Très majoritairement, ce sont les femmes réduites à la clandestinité qui sont les proies des réseaux de prostitution et d'esclavage domestique. Ils ne sont guère inquiétés, eux.! En septembre 98, Semira Adamu, venue chercher asile pour échapper à un mariage forcé avec un vieil homme polygame, est morte assassinée, étouffée sous un coussin lors de son rapatriement forcé.! En novembre 98, Blandine Kaniki, a fait une fausse couche après avoir été battue par des gendarmes. Avec d'autres réfugiés du centre fermé 127 bis, elle avait marqué sa solidarité avec un réfugié menacé d'expulsion. Plainte a été déposée.! En décembre 98, Fatmatah Mohamed, piégée par un réseau de prostitution, a réussi miraculeusement à lui échapper. Aujourd'hui, elle doit se cacher : sa vie est en danger. L'assassinat de Semira n'a rien changé...

Nous continuons de refuser la politique menée par le gouvernement, ses ministres de l'Intérieur successifs et l'Office des Étrangers. Cette politique restrictive, violente et inhumaine pose plus de problèmes qu'elle n'en résout. Elle nourrit et cautionne les réseaux parallèles mafieux dont un des plus terribles est sûrement celui de la traite des êtres humains.

Les Femmes en Noir

c/o Bérangère Claessens, 29 rue Blanche, 1050 Bruxelles.
Tél 02-538.47.73 - fax 02-539.10.38.

GRANDE-BRETAGNE

Vers une légalisation médicale du cannabis

Le cannabis sera disponible sur prescription médicale en Grande-Bretagne d'ici trois ans, ont prédit les médecins alors que les premiers tests officiels pour évaluer les effets thérapeutiques de la drogue ont reçu le feu vert lundi.

La communauté médicale britannique est « plutôt confiante » dans la perspective que ces tests prouveront que le cannabis a des effets cliniques bénéfiques, a indiqué une représentante de la Société royale pharmaceutique. « Nous espérons une autorisation de prescription d'ici trois ans, ce qui permettra d'administrer (le cannabis) au patient le plus vite possible », a-t-elle ajouté.

Le porte-parole a indiqué que les tests devraient s'étaler sur six mois. L'un des tests consistera à administrer la drogue à 300 patients volontaires pour évaluer son efficacité dans le traitement de la douleur post-opératoire. Des essais seront également réalisés sur 600 malades atteints de sclérose en plaque dans le but d'évaluer l'effet du cannabis sur la douleur mais aussi sur la rigidité des muscles provoquée par la maladie.

Le ministère de l'Intérieur a déjà autorisé une société pharmaceutique, GW Pharmaceuticals, à cultiver et fournir du cannabis pour la recherche médicale. 5 000 plants de cannabis avaient été mis en terre à cet effet en août dernier dans une serre dans le sud de l'Angleterre. Sa localisation exacte est tenue secrète. Les plants, qui à la fin de leur croissance, avaient atteint 2,6 mètres de hauteur, ont depuis été récoltés et mis à sécher avant d'être transférés vers un laboratoire. Le but des tests est d'obtenir des résultats qui pourraient être acceptés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Les résultats d'études précédentes n'ont jusqu'à présent jamais été reconnus comme assez scientifiques.

KSHOO

ITALIE

Mobilisation du soutien aux sans-papiers

TOUT RECOMMENCE AVEC UNE information non confirmée parue dans les journaux italiens : « dans les premiers 9 jours de janvier 1999 ont été assassinés 9 gentils italiens par des dangereux clandestins ». Et voilà que le discours xénophobe et la paranoïa sécuritaire anti-immigrés refait la une des médias de « régime » (chaînes publiques et journaux proches de la coalition socio-catho-démocrate) et de l'opposition (chaînes privées et journaux propriétés de Silvio Berlusconi). Tout ceci atteint son apogée dans la manifestation organisée le samedi 16 janvier à Milan par les partis de l'opposition : les fascistes relookés d'*Alleanza Nazionale*, les businessmen bien-pensants reconvertis à la politique de *Forza Italia* et une des nombreuses scissions de la Démocratie Chrétienne dissoute. Environ 20 000 personnes ont répondu à l'appel pour réclamer plus de flics, l'expulsion des immigrés clandestins, critiquant ainsi le « laxisme » de la coalition au pouvoir.

Un pays « convoité »

Ce phénomène n'est pas nouveau, en effet, depuis plusieurs années, généralement pendant l'été, les journaux et télévisions italiennes jettent le pavé dans la mare au sujet de l'invasion de la belle Péninsule italienne par des hordes d'immigrés clandestins. Mais quelle est la situation réelle de l'immigration en Italie ? Comparée à la France ou à l'Allemagne, la présence d'immigrés en Italie est un phénomène relativement nouveau et de moindre ampleur. En effet, un recensement réalisé en 1997 montre que la population d'immigrés en Italie constituait 2,4 % de la population totale (6,3 % en France et 8.8 % en Allemagne en 95). Si l'on remonte à 92, la population d'immigrés en Italie était inférieure à 1 % de celle totale. Ceci s'explique assez aisément par la situation économique italienne des cinquante dernières années, qui a fait que pendant longtemps c'était les italiens, surtout ceux du sud, qui immigraient vers le nord de l'Europe ou de l'Italie à la recherche d'un gagne-pain. Avec l'essor économique et l'amélioration relative des conditions de vie, l'Italie a commencé dans la dernière décennie à devenir un pays « convoité » par les immigrés et surtout un pays dont l'économie a besoin d'un nouveau souffle de travailleurs corvéables à merci.

Pour ce qui concerne l'« invasion » en cours, les faits sont dramatiques mais rien ne justifie la phobie alimentée par les médias. Le caractère péninsulaire de l'Italie et sa localisation géographique en plein milieu de la Méditerranée conduit à l'arrivée récurrente d'immigrés par la mer. La traversée est « assurée » par une criminalité organisée qui, après s'être fait payer des sommes colossales, n'hésite pas à balancer hommes, femmes et enfants à la mer lorsque interceptée par les autorités italiennes. Qui sont ces nouveaux « boat-people » ? En provenance de l'est de la Méditerranée, surtout albanais d'Albanie et du Kosovo et kurdes. Des pays du Maghreb : maghrébins et africains essentiellement. Que représentent-ils en nombre ? L'été dernier, alors que les médias (probablement un peu en manque d'infos) parlaient d'invasion, ils étaient environ un millier.

Une politique identique à celle de l'État français

Face à cette « invasion », l'État italien, signataire des accords de Schengen, a pris des dispositions en parfait accord avec la construction d'une « Europe Forteresse », maîtrisant les flux migratoires en fonction des besoins des classes dominantes. D'une part, il a essayé de combler le retard juridique avec une nouvelle loi sur l'immigration qui n'a rien à envier à celle pondue par Chevènement. D'autre part, il a mis en place des camps de rétention pour confiner les nouveaux arrivants, prisons improvisées dans lesquelles ils sont entassés dans des conditions sanitaires catastrophiques. En dernier lieu, stratégie commune à l'ensemble des pays de l'Europe, l'État italien signe des accords de partenariat économique avec les pays d'outre-méditerranée, qui échangent argent contre contrôle des flux migratoires à la source. Cet été, en effet, le ministre des Affaires étrangères italien s'est rendu en Algérie, pays des droits de l'homme, pour ratifier un tel partenariat, et vue que l'« urgence » immigration actuelle concerne les réfugiés kosovars et albanais, des dispositions similaires sont en cours avec le gouvernement albanais.

En conclusion, sous le soleil rien de nouveau, il s'agit là exactement de la même politique sécuritaire menée par les autres pays de l'Union Européenne, à une différence près, que l'Italie,- rentrée en catimini dans le peloton de Maastricht, doit montrer à ses partenaires qu'elle est à la hauteur de ses engagements économiques et, surtout, capable de contrôle social. Les chiffres sur ce dernier aspect ne laissent aucune trace de doute : en 1996, sur une population de 60 millions d'individus on dénombre 325 825 flics, toutes catégories confondues. Ce qui fait un représentant des forces de l'« ordre » tous les 175 habitants. Il s'agit là d'un record absolu européen, et probablement mondial. À titre indicatif celui-ci est de 1/250 en France, 1/350 en Espagne, 1/390 en Royaume Uni, 1/420 en Allemagne et 1/280 aux États-Unis.

Une réaction de solidarité nécessaire

On disait donc rien de neuf sous le soleil, peut-être pas. La réaction de la population italienne au discours des médias sur l'immigration et à la politique gouvernementale a été jusqu'à peu de temps mitigée. Outre les organisations humanitaires, souvent catholiques, toujours prêtes à réconforter, nourrir et réchauffer les pauvres de la terre, la dénonciation de la politique xénophobe du gouvernement italien a surtout été alimentée par les anarchistes de la FAI, des collectifs de base, les centres sociaux et la rédaction du *Manifesto*, journal gauchiste marxisant qui véhicule des idées assez proches de la LCR en France. Toutefois la manifestation raciste du 16 janvier à Milan a suscité une réaction forte de la part des populations italienne et immigrée. En répondant à un appel pour une journée européenne pour la fermeture des camps de rétention, le 23 janvier, des manifestations ont été organisées dans diverses villes italiennes. À Milan, 20 000 personnes étaient dans la rue, réponse claire que la ville n'est pas habitée que par des racistes. Des manifestations moins imposantes ont eu lieu dans d'autres villes italiennes comme Turin, Livourne et Rome. Les participants aux cortèges peuvent être répartis en différents groupes. La gauche bien-pensante (je parle là d'individus, pas des partis), qui s'est sentie blessée dans son amour propre par la manifestation du 16 et qui tout à coup a voulu montrer qu'elle existait et qu'elle demandait au gouvernement de changer de cap : on a bien un ex-communiste comme Premier ministre !

La mouvance des centres sociaux qui a épousé une stratégie « néozapatiste » de dialogue avec les institutions. Puis ceux qui depuis toujours ne veulent rien partager avec le pouvoir, parmi lesquels la Fédération anarchiste italienne, et qui revendiquent la fermeture des camps et l'ouverture des frontières. Et, en dernier lieu, et constituant le fait le plus significatif de cette journée, les immigrés, clandestins ou non, qui sont sortis de l'ombre pour revendiquer le droit à être considérés comme des individus à part entière, et non comme des esclaves corvéables à merci, bouc émissaires de la dégradation sociale qui touche la majorité de la population. Parmi les absents, sans trop de surprise, les syndicats confédéraux, cogestionnaires du pouvoir, depuis l'avènement de la coalition socio-catho-démocrate à la direction du pays. Leur justification : une manifestation confédérale prévue pour le 13 février sous le signe « d'une nouvelle alliance entre italiens et étrangers pour une ville sûre et solidaire ». Autre absent, *Rifondazione comunista*, qui a un peu de mal à trouver ses marques après avoir retiré son soutien au gouvernement mais qui, tout en restant en dehors de la coalition de gouvernement a donné l'aval aux politiques anti-immigrés des dernières années.

Alors que la mobilisation en soutien aux sans-papiers bat de l'aile depuis un certain temps en France, les événements italiens laissent espérer qu'un nouveau souffle de solidarité réussisse à traverser les Alpes et qu'un mouvement européen fédérant « indigènes », immigrés en règle, clandestins, surgisse pour faire barrage au modèle de société d'exploitation et de répression que la nouvelle force économique mondiale, réunie sous la bannière de l'euro veut nous imposer.

Nicola
groupe « La sociale »
Montpellier

« Dans la Toile », La chronique quinzomadaire de Blue Eyed Keyboard est exceptionnellement absente cette semaine. Vous la retrouverez dans notre prochain numéro.

Fermer les camps, ouvrir les frontières

Les prétendus « centres d'accueil provisoire » pour immigrés, mis en place par les différents régimes démocratiques occidentaux, gérés par des organismes laïques ou catholiques, derrière l'assistanat cachent en réalité une forte répression policière ainsi qu'une volonté de contrôle social généralisé. Ceux-ci sont les nouveaux camps de concentration dans lesquels des personnes, coupables seulement de fuir la misère, le désespoir vécus dans des régimes dictatoriaux, sont enfermées et humiliées.

Les anarchistes fédérés, en tant qu'opposants sincères à toute forme de racisme et xénophobie :

- dénoncent les spéculations économiques liées au phénomène de l'immigration (les gains scélérats des organisations criminelles qui organisent l'arrivée des immigrés, auxquelles l'Etat italien délègue la réalisation d'un premier tri des « clandestins », l'exploitation dont sont victimes les immigrés par leurs patrons, les profits scandaleux réalisés par ceux qui louent des logements aux immigrés, aux enrichissements liés à la construction des camps d'accueil temporaire, etc) ;
- rappellent que le racisme est utile uniquement au patronat, dans la mesure où, en alimentant la guerre entre les pauvres, il permet aux patrons de s'enrichir plus facilement aux dépens des uns et des autres ;
- continueront à soutenir avec profonde conviction chaque lutte visant à revendiquer avec force la liberté de circulation pour tous partout et au-delà de toute frontière ;
- sont solidaires avec la journée européenne d'action contre les centres de détention du 23 janvier 99.

Contre les frontières des États, pour un monde sans frontières

Commission de Correspondance de la Fédération anarchiste italienne

LECTURE

La farine et le son

cinq années de fonctionnement de l'école libertaire Bonaventure

Cinq ans et demi déjà ! Le 7 septembre 1993, par une belle matinée d'automne nappée de cette lumière si particulière à Oléron, nous avions tous le coeur serré. Les enfants (Simon, trois ans, Maëlis, quatre, Bénédicte, cinq, Louis, cinq, Bertille six, Roman, six, Antoine, neuf) piaffaient dans la petite cour située devant l'école avec leurs cartables flambants neufs. Les éducateurs, Thyde, Françoise et Alayn étaient en grande conversation pour régler les derniers détails de l'organisation de cette première journée. Quelques parents arpentaient le pavé en essayant de dissimuler du mieux qu'ils pouvaient leur émotion....

Enfin ! Enfin, nous y étions à ce premier instant tant attendu !

Bonheur, impression de rêver, peur que le ciel nous tombe soudainement sur la tête... nous étions là, ballants, ballots, ne sachant que faire, que dire, maladroits, hésitants à partir comme à rester...

Le rêve était désormais là, sous nos yeux, en chair et en os, et il allait falloir s'y habituer.

Pour l'heure, nous ne nous lassions pas de le humer, de le déguster, de l'embrasser du regard... des fois qu'il ne vienne à s'estomper.

Mais non ! Les minutes s'égrenaient et les lumières de la scène ne s'éteignaient pas !

Le temps que la porte de l'école s'ouvre, que les enfants et les éducateurs s'y engouffrent... et roulez jeunesse, c'était parti !

Bonaventure venait de larguer les amarres !

Janvier 1999, Bonaventure est toujours là.

Onze enfants, une instit (Laurence), un éducateur (Ludo, alias nounou), une demi douzaine de familles, les onze militants du groupe Bakounine, les 250 adhérants de l'association Bonaventure, 76 camarades d'ici et d'ailleurs (surtout) qui nous offrent chaque mois les trois sous de notre survie, des locaux flambants neufs construits pendant l'été 1994 par une soixantaine de chevaliers du rêve éducatif libertaire, un CDI d'enfer, un site internet, des ordinateurs en veux-tu en voilà, le chien qui ne sait toujours ni lire ni écrire, un petit journal (le Grain de Cel) qui sort trois à quatre numéros par an, des centaines de conférences et autres réunions publiques, trois livres, deux brochures, deux reportages télé, des milliers de coups de téléphones, des centaines de visites, un partenariat étonnant avec des écoles des rues Sénégalaises, des textes, des débats, des synergies avec le mouvement Freinet, le lycée autogéré de Paris, le Trait d'union, l'école Vitruve... il y a cinq ans et demi j'aurais signé à moins !

J'aurais signé à moins, car oser le pari, en 1993, dans une petite île de Charente Maritime pas spécialement réputée pour ses traditions de luttes sociales, d'une école libertaire laïque, gratuite, autogérée, fonctionnant à l'égalité des revenus et à la propriété collective et se proposant, ni plus ni moins, de faire la nique à l'école de l'Etat, des patrons et des curés sur la base de l'éducation à et par la liberté, l'égalité, l'entraide, l'autogestion, la citoyenneté... relevait largement de la déraison et ne laissait guère d'espoir de voir l'expérience se prolonger plus de quelques mois.

Comme quoi !

Cette brochure nous raconte tout cela.

Cinq années de la vie au quotidien d'une école libertaire, l'évolution de son fonctionnement, la mise en place d'un réseau Bonaventurier, les relations tissées ici et là, les outils pédagogiques et éducatifs forgés au fil de l'expérience, les problèmes structurels et conjoncturels, l'intérêt d'une telle expérience pour le futur service social d'enseignement et d'éducation libertaire que nous avons tous dans le coeur, les bonheurs de l'aventure, les malheurs de quelques mésaventures...

Elle nous conte les bons et les mauvais côtés de ces cinq années et demi. Avec passion. Mais sans outrance.

Et elle nous montre surtout que ce n'est pas tant parce que les choses sont impossibles que nous n'osons pas, que parce que nous n'osons pas qu'elles le sont.

Comprenne qui voudra !

Jean Marc Raynaud

La Farine et le son. Bilan (et perspectives) éducatif, pédagogique institutionnel, sociologique, politique... de cinq années de fonctionnement de l'école libertaire Bonaventure. édition du Monde libertaire. 80 pages 30 F. En vente à la librairie du Monde libertaire.

à la petite semaine

Syndicalisme

L'entrée en phase terminale de la CGT opérée le week-end dernier à travers son option pour un syndicalisme « de proposition », formule tartufe servant à maquiller grossièrement l'officialisation d'une longue dérive réformiste et de collaboration accrue à un système politico-économique inique, ne décevra que les attardés cultivant la nostalgie d'une époque révolue ayant vu naître cette organisation sous l'influence de militants issus du mouvement anarchiste.

Syndicalisme-courroie de transmission, syndicalisme d'inféodation, de soumission, syndicalisme d'exclusion, de trahison, facteur de pourrissement du mouvement ouvrier depuis qu'en furent écartés ou chassés ses éléments les plus radicalisés, voilà ce qu'aura été, à de rares exceptions près, là où n'a pas sévi le Parti, cette CGT très vite dévirilisée, puis stalinisée, et désormais on ne peut mieux décaféinée et intégrée.

Aux camarades rétifs à cette évolution et qui peut-être en partie, un jour, nous rejoindrons, aux compagnons tentés par un renouveau du syndicalisme révolutionnaire, qui envisageait de renverser l'État et le système capitaliste pour instaurer une société égalitaire, sans doute doit-il être conseillé modestement de réfléchir, pour ne pas tourner en rond, aux causes de son effondrement passé, qui ne lui sont pas toutes extérieures. Et en particulier au régulier appel d'air libertaire qui lui est nécessaire, afin de ne pas sombrer, comme par le passé, dans une autosuffisance prétentieuse et déplacée, où la formation mentale et l'élévation morale furent abandonnées au profit d'une attitude « lutte de classes » bornée, certes prolétaire, bagarreuse et généreuse, mais ô combien théoriquement limitée...

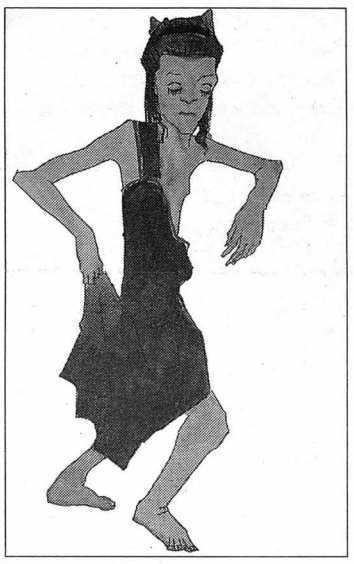
Floréal

L'absence d'un élément de phrase a rendu incompréhensible la petite semaine de notre n° 1149. Les lecteurs désireux de lire l'intégralité du texte peuvent nous en faire la demande à notre adresse (145 rue Amelot, 75011 Paris).

EXPOSITION

Kokoschka

au Musée de la Seita.



Il signe ses toiles OK. Oskar Kokoschka ne signe plus en revanche sa première toile qu'il trouve ok ! De quatre ans plus agé que Schiele, Kokoschka travaille au crayon et n'aime que le mouvement.

L'exposition réunit ses œuvres rarement exposées, ses dessins sur papier et quelques toiles. La Cinémathèque française est représentée par un de ses monstres sacrées : Meery Neerson, l'épouse d'Henri Langlois se gratte le genou et a le regard coquin. Le film présent à l'expo donne tous les repères nécessaires à l'approche de cet artiste d'exception, résolument antimilitariste et iconoclaste.

HH (Fondu au Noir)

Tous les jours, de mardi a dimanche, de 11 à 19 heures jusqu'au 7 mars. Musée Galerie de la Seita (Métro Invalides).

copinage

Paco Ibanez chantera les 5 et 6 février à 20 h 30 et le dimanche 7 à 17 h au Trianon (80, bd Rochechouard, Paris 18e). Places : 140 F (120 F à la librairie du *Monde libertaire*). Rens. 01 42 60 61 25.

Marie-Josée Vilar chantera le 6 février à 20 h 30 à l'Espace François Mauriac, 51 av. Gal Leclerc à Sevran (93). Rens. 01 49 36 52 30.

Los Incontrolados. Mise en musique du « Testament d'un incontrôlé de la colone de fer », avec, entre autres (musique, chant, danse) : Violetta Ferrer, Sharon, Miguel Linares, Tony Hymas, Carol Robinson, Hélène Labarrière, Guillaume Orti, Sylvain Kassap, Henry Lowther, Mark Sanders, Benoît Delbecq. 6 février à Villejuif (version espagnole) ; 12 février à Créteil (version française). Rens. : 01 46 87 31 31.

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

samedi 6 février à 11 h 30 :
Chronique syndicale : Réduction du temps de travail chez les cheminots.

lundi 8 février à 19 h 30 :
La mémoire sociale : Fernand Pelloutier (suite).

mercredi 10 février à 10 h 30 :
Blues en liberté : Blind Lemon Jefferson, une des figures du country blues texan, mort de froid à Chicago.

CINÉMA

Disparus. Gilles Bourdos

« Nous cheminons, entourés de fantômes aux fronts troués » est marqué en exergue du film. La phrase vient d'un livre de Jean-Francois Vilar que le film de Gilles Bourdos adapte pour l'écran.

Ses coscénaristes Brigitte Chatillon (actrice) et Michel Spinosa (réalisateur) s'attachent avant tout à cet aspect. Comment militer et vivre comme sujet politique aujourd'hui sans oublier aux femmes et hommes magnifiques froidement assassinés par la volonté de Staline ou autres dictateurs fous ? Quel point-de-vue adopter face à cette donnée, jetée à la fosse commune des crimes staliniens ?

Sur cette question capitale Gilles Bourdos construit un récit contemporain, situé en 1998, qui réfléchit sur ces militants sacrifiés à la veille de la deuxième guerre mondiale, en 1938, à Paris.

Ces militants étaient souvent des artistes, proches des surréalistes. C'est le cas du personnage de Mila (Anouk Grinberg) que son amour pour Katz (Grégoire Colin), ouvrier typographe, poète, juif, apatride propulsé également dans le collimateur des staliniens. Leurs penchants communs anarchistes et libertaires sont fustigés par des militants trotskistes qui sans le savoir alimentent la machine à tuer stalinienne. Le film mêle, hélas, un peu trop tous ces ingrédients passionnants, organise la rencontre de Katz avec Ramon Mercader, futur assassin de Trotsky introduit dans leur milieu par une militante américaine. Le récit contemporain, situé en 1998, 50 ans plus tard, rouvre l'enquête, mais ne convainc guère. Dommage, car Louise, incarnée par Brigitte Catillon, comédienne éblouissante et coscénariste du film, n'arrive pas à créer de liens convaincants. A trop remplir son film, Gilles Bourdos édulcore son propos. Malgré tout émerge avec l'amour pour ces personnes tuées, trahies, déportées, une belle énergie portée par les comédiens. Les hommes, tous impeccables, sont victimes de leurs rôles, historiquement arrêtés. Alors que Anouk Grinberg dans une tonalité douce amère nous émeut profondément.

Un film manifeste contre l'esprit et la posture stalinienne et paranoïaque. Beau programme pour un premier film !

Heike Hurst
(Fondu au Noir - *Radio libertaire*)

Anti-expulsions : Être libre ou se reposer

ETRE LIBRE OU SE REPOSER : telle aurait pu être la devise de la dernière journée impulsée par les CAE (collectif anti-expulsions)... Ces différents collectifs sont nés dans le courant de l'année 1998 souvent suite à des constats communs :

- impasse de la lutte avec des associations réformistes et humanistes. À leur tête on peut citer la CIMADE (d'origine protestante) qui va parfois jusqu'à négocier des aides financières pour faciliter le retour...
- difficulté relationnelle avec des groupes de sans-papiers (communautarisme, sexisme...)

Les cibles : les centres de rétention

Les CAE ne se sont pas construits contre mais à côté. Ce n'est donc pas un refus catégorique de l'aide juridique mais le souhait d'impulser des démarches de refus plus radicales. C'est donc dans ce contexte que les CAE ont soutenu la journée d'action européenne du 23 janvier. En dehors de toute actualité particulière, sans l'appui de la social-démocratie, relais souvent nécessaire pour avoir titre dans la presse nationale, l'organisation de cette journée s'inscrit dans une démarche volontariste se construisant dans le temps pour créer un rapport de force suffisant afin de s'opposer aux expulsions... Car à travers les centres de rétention (cible de cette journée), c'est l'ensemble des instruments de contrôle et de répression qui était visé. Cette action était européenne car depuis la convention de Schengen (1985), les pays européens uniformisent leurs législations (avec uniformisation des dernières conditions d'entrée sur le territoire européen : regroupement familial et droit d'asile) et construisent des liens étroits entre leurs polices et services de contrôle. La régularisation large et récente de certains pays (Italie, Espagne, Portugal et Grèce) cache une deuxième étape : l'alignement de leur législation sur les pays les plus durs. Aujourd'hui l'Italie débute une vaste construction de centres de rétentions...

Dans le cadre de cette journée 50 personnes se sont regroupées devant l'hôtel de police de Reims. 200 personnes ont occupé l'hôtel « Ibis » de l'aéroport de Roissy utilisé par le ministère de l'intérieur comme zone d'attente pour les étrangers non admis sur le territoire. Après avoir accroché sur le toit de l'hôtel une banderole « Hôtel Ibis, prison pour sans-papiers, Groupe Accor collabo » 7 personnes furent interpellées et relâchées aussitôt dans la soirée. À noter pour l'anecdote que le syndicat général de la police (SGP) lui-même dénonce des situations scandaleuses, inhumaines et dégradantes où plus de 2000 personnes en situation irrégulière sont entrées dans cette zone de Roissy en 1998. À Lyon 150 personnes ont manifesté à l'aéroport de Satolas. À Lille 80 personnes ont demandé la libération de Moncef Cherifi en grève de la faim depuis le 11 décembre où il purge une peine de 6 mois de prison pour situation irrégulière. Actuellement le ministère de la justice estime le nombre de personnes dans une situation similaire dans les geôles françaises à 2700. À Bordeaux une cinquantaine de personnes se sont mobilisées... En Belgique la maison du Premier ministre a été entourée de fils barbelés...

Des drames qui se vivent au quotidien

À Nantes une centaine de personnes se sont retrouvées dans le centre ville. Nous avions décidé de faire une campagne d'information en sensibilisant les passants sur le sort et le parcours des sans-papiers, toujours dramatiques. Ce même samedi 23 janvier, la presse avec l'appui d'associations humanistes et caritatives signalaient avec compassion l'histoire folle d'un jeune sénégalais ayant parcouru Dakar-Lyon. Il avait voyagé le 18 janvier blotti dans le train d'atterrissage d'un avion subissant des températures extrêmes de – 40°C à –70°C et avec trois fois moins d'air qu'au sol. Il a été trouvé dans le coma mais vivant. Le secret a été gardé quelques jours de peur d'inciter à de telles pratiques. Depuis, la CIMADE de Lyon a dit connaître des cas similaires (pakistanais et chinois). Quand son cas a été médiatisé, le jeune Sénégalais se trouvait dans le centre de rétention de Lyon (sorti de l'hôpital dans des conditions de santé très limites). Il a depuis réintégré un foyer suite au levé de boucliers humanistes. Mais il ne faut pas oublier que ce sont ainsi des milliers de drames qui se vivent tous les ans. Car ce n'est jamais avec une grande joie et un immense plaisir que des étrangers quittent leurs attaches culturelles, familiales pour partir dans un lieu inconnu qu'ils (elles) savent hostile au niveau de sa législation. C'est bien un système international (pauvreté, dictature, mœurs...) qui explique de tels départs et nous ne voulons pas gérer les contradictions de ce système sous prétexte que l'on ne pourrait accueillir la misère du monde... Les cas sont multiples : drame familial où une femme tente d'échapper à des violences conjugales ou de mœurs (excision...), drame politique où pour des raisons diplomatiques on ne peut reconnaître l'asile politique, drame économique souvent utilisé par les entreprises qui se permettent pendant quelques mois d'embaucher une main d'œuvre surexploitée, double peine... Depuis trois ans (avec la première occupation d'église) le mouvement des sans-papiers a souvent contrarié les plans politiques de l'État français. Faisons en sorte de poursuivre ce mouvement et que ces exemples de résistances prennent de l'ampleur au moins à l'échelle de l'Europe.

Régis
groupe FA de Nantes

Liberté de circulation avec ou sans papiers

Samedi 23 janvier, dans le cadre de la journée européenne d'action contre les centres de rétention, l'hôtel Ibis de Roissy a été occupé afin d'exiger la fermeture de la zone d'attente située dans cet hôtel.

Partis de la place du Châtelet à Paris, 200 manifestants se sont rendus en RER jusqu'à Roissy où l'hôtel Ibis s'est retrouvé occupé. Ibis tient à la disposition du ministère de l'Intérieur 70 lits répartis dans les chambres du premier étage. Il s'agit donc d'une zone spéciale pour étrangers non autorisés à pénétrer sur le territoire français. Le groupe Accor, propriétaire de cet hôtel, détient également la compagnie des wagons-lits qui organise les expulsions de sans-papiers par trains ; c'est ainsi un bon moyen de faire ses choux gras sur la politique répressive de l'État français.

Lors de l'arrivée des manifestants, les sans-papiers enfermés dans les chambres ont été évacués dans les locaux de la DICCILEC, tristement connue, et remplacés par des gardes mobiles. Après une ruée dans l'étage, c'est finalement sur le toit que se sont regroupés les copains aux cris de « étrangères expulsées, étrangères assassinées, violées en rétention, étouffées dans les avions ». L'occupation durera finalement quatre heures avant qu'une charge de CRS ne disperse les manifestants. Huit copains seront interpellés et transférés dans les locaux de la DICCILEC.

Réunis en AG dans la station RER, et afin de maintenir la pression sur le directeur qui avait porté plainte pour dégradation, il fut décidé d'occuper en cascade trois autres hôtels IBIS, cette fois dans Paris même. A chacune des occupations, les directeurs des hôtels sont sommés de téléphoner, ce qu'ils font, au directeur de Roissy afin d'exiger la libération immédiate des personnes interpellées. Celle-ci surviendra deux heures plus tard. À travers cette action, il s'agissait de s'opposer aux expulsions en revendiquant la fermeture immédiate de tous les centres de rétention, le droit à la libre circulation et à travers elle à la liberté d'installation que ce soit avec ou sans papiers.

Pascal. – Suresnes (92)

Jospin veut casser du jeune !

suite de la première page

jeunes 24 heures sur 24 pour des séjours de « rupture » censés les réadapter à la vie en société.

Un jeu dangereux

Pour donner l'illusion d'un semblant d'équilibre, d'une prise en compte de la prévention, Jospin s'est contenté de rappeler l'existence d'autres actions déjà engagées : le recrutement de 10 000 aides-éducateurs, la création de 250 nouvelles classes-relais (destinées à des jeunes « ingérables » en situation d'échec scolaire) et la montée en puissance du programme Trace, dispositif inscrit dans la loi de lutte contre les exclusions du 29 juillet 1998, censé proposer un parcours individualisé « d'accès à l'emploi » de 18 mois à des jeunes sans qualification.

Aujourd'hui, on peut légitimement se poser la question : où s'arrêtera la dérive sécuritaire du gouvernement ? Pendant plus d'un mois, la sécurité en général, et la délinquance des mineurs en particulier, a occupé constamment la une de l'actualité. Inévitablement, ce climat délétère laissera des traces. Artificiellement, monde politique et médias suscitent ainsi un sentiment d'urgence, propice à toutes les démagogies.

Par ses déclarations sciemment outrancières et provocatrices, Chevènement a joué le rôle de déclencheur. Comme pour l'immigration il y a quinze ans, on est en train aujourd'hui d'instrumentaliser la question de l'insécurité à coups de fantasmes et de petites phrases. Les « sauvageons » de Chevènement resteront dans toutes les mémoires comme la célèbre phrase de Rocard : « la France ne peut accueillir toute la misère du monde ».

Mais toute la gauche plurielle, bien discrète face au virage répressif du gouvernement, en porte la responsabilité politique. Comme Georges Sarre, la voix de son maître au mouvement des citoyens, qui emprunte à Le Pen son humour pour se moquer de la « gauche », Jospin devrait lui aussi mieux choisir ses références.

Dans « Les Caprices de Marianne », Alfred de Musset affirmait : « une sentence de mort est une chose superbe à lire à haute voix ». Quand la boite de Pandore est ouverte, il est toujours difficile de la refermer...

Patrick. – groupe Durruti (Lyon)

Affiche noir sur jaune au format 40x60 au prix de 100 F les 100 exemplaires, vendue à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris (chèque à l'ordre de Publico -

A G E N D A

jeudi 4 février

LEVALLOIS : L'association « Souriez vous êtes filmés » organise une réunion publique sur **la vidéosurveillance** (intervenants de la LDH, ex-CNIL, Vaux-en-Velin...) à 20 h 30 à la Maison pour tous, 111 rue Jean-Jourès.

vendredi 5 février

MONTPELLIER : Le groupe « Un autre futur » de la F.A. organise un débat avec Bernard Thomas, auteur du livre « **Les vies d'Alexandre Jacob** » à 20 h 30 à l'Antre Anar (5, rue Jeanne-d'Arc).

PARIS : La lanterne noire organise la projection de la vidéo « **Parti les mains vides** », documentaire sur les sans-papiers à 20 h 30, 10 rue Robert-Planquette.

samedi 6 février

LYON : Spectacle chanson de **Pustule l'ardéchois** en soutien à la librairie La plume noire à 20 h 30 dans le cadre du Café libertaire au 19, rue Pierre Blanc (Ier), entrée par l'allée. PAF 20 F.

vendredi 12 février

PARIS : Le groupe de la Villette de la F.A. organise une conférence-débat intitulée « **La pratique anarchiste** » à 20 h 30 à l'Usine, 102 bd de la Villette (19e).

samedi 13 février

CHELLES (77) : Le groupe Sacco et Vanzetti de la F.A. organise une réunion-débat intitulée « **Les sources philosophiques de l'anarchisme** » à 20 h 30 au 1bis rue Emilie.

SAINT-DENIS (93) : Une clinique abandonnée depuis trois ans est désormais habitée... Le collectif des habitants, l'association Le vent du ch'min, l'UD CNT-AIT et le groupe Poulaille de la F.A. organise une **journée pour se rencontrer** de 14 à 19 heures (films, débats, table de presse, bar) au 17-19 rue Auguste Delaune.

jeudi 25 février

LYON : Dans le cadre du Café libertaire, l'Union locale de la F.A. vous invite à un débat sur « **affirmation homosexuelle et raison d'Etat** » à 21 heures au 19, rue Pierre Blanc (1er) (entrée par l'allée).